

<http://7lameslamer.net/ce-gouvernement-n-est-la-que-pour.html>



« Ce Gouvernement n'est là que pour le spectacle »

- Le monde -



Date de mise en ligne : vendredi 4 avril 2014

Copyright © 7 Lames la Mer - Tous droits réservés

« Le gouvernement de combat » dirigé par Manuel Valls n'est qu'un tigre en papier face à Bruxelles, explique l'économiste Jacques Sapir dans un article publié avant-hier et reproduit ci-après. (Les intertitres sont de GGL, NB)



Le « nouveau » gouvernement, issu du remaniement ministériel annoncé ce mercredi 2 avril, pose un problème du rapport de la forme et du fond. Que ce problème soit à ce point évident que nombre de commentateurs l'évoquent est un symptôme de la crise de démocratie que nous connaissons aujourd'hui.

Volontarisme sur le papier

Dans la forme, ce gouvernement pourrait laisser espérer un changement de politique. Certes, il y a une (grosse) dimension de jeu des chaises musicales, avec seulement deux entrants. Certes, il y a eu beaucoup de dosage et un gros souci de préserver les équilibres internes au Parti Socialiste et l'on comprend que, derrière les coups de menton et les déclarations tonitruantes, le gouvernement de Manuel Valls est en réalité plus proche de la IVème République que de la Vème. Il n'en reste pas moins que, sur le papier, ce gouvernement est intéressant.

Après tout, la dimension de volontarisme politique et économique est bien mise en évidence par la présence non seulement d'Arnaud Montebourg à un porte-feuille renforcé, la promotion de Benoît Hamon, mais aussi la présence de Mme Ségolène Royal. On peut aussi remarquer que le Premier ministre avait en son temps longuement hésité à approuver le projet de Traité Constitutionnel, et n'avait voté « oui » au référendum de 2005 que par « discipline de Parti ». Son ministre des Affaires Étrangères, M. Laurent Fabius avait quant à lui voté « Non », ainsi qu'Arnaud Montebourg et Benoît Hamon. Il est donc vrai que, sur le papier, on peut considérer que ce gouvernement est bien préparé à la négociation.

Bruxellisation des bras cassés

C'est même pourquoi il a donc été constitué. On va donc (et l'on a commencé dès mercredi 2 avril) nous « vendre » ce gouvernement comme un gouvernement de combat par rapport à Bruxelles qui, soit dit en passant avec le départ de Pierre Moscovici, devient de plus en plus un dépotoir pour Ministres remerciés... Il faudrait donc inventer un néologisme, ne plus dire « limoger » mais « bruxelliser ». C'est l'un des paradoxes actuels de la politique française qui veut que plus on est soumis aux différentes décisions de l'Union Européenne plus ces institutions ne servent qu'à recaser les bras cassés. Chacun appréciera, à sa façon, ces pratiques.



Plus de posture que de fond

D'ailleurs, le Ministre des Finances, dont le portefeuille est désormais séparé de celui de l'Économie, M. Michel Sapin, a tout de suite affirmé qu'il irait « négocier » le rythme de retour aux grands équilibres avec la Commission. Mais, en réalité, on voit bien qu'après quelques joutes verbales relevant plus de la posture que du fond, après l'obtention de quelques miettes tout au plus, le gouvernement s'inclinera. D'ailleurs, Bruxelles peut agiter d'autres dossiers, et ne manquera pas de le faire : qu'il s'agisse du statut de la RATP et de la SNCF ou de ce que l'on prétend être des « subventions indues » de la Poste... S'il était question de réellement négocier avec Bruxelles, ce gouvernement, et le Président, commenceraient par construire un rapport de force, par exemple en indiquant ce qui se passerait si la France n'obtenait pas satisfaction.

« Il faut leurrer les Français »

En fait, derrière les mots il y a une réalité : ce gouvernement n'est là que pour la mise en scène, le spectacle. Il va s'agiter (faisons confiance pour cela à Manuel Valls) tandis que va se mettre en place un « pacte de responsabilité » qui se traduira par un démantèlement un peu plus poussé de la sécurité sociale pour des avantages tout à fait marginaux pour les entreprises. On parlera beaucoup du nouveau « pacte de solidarité » évoqué par le Président de la République dans son allocution du lundi 31 mars. Mais, compte tenu de l'ampleur des économies que l'on se propose de faire, pas moins de 50 milliards d'euros, on peut franchement douter qu'il soit autre chose qu'un leurre. Et, dans la réalité, c'est bien de cela qu'il s'agit. Il faut leurrer les Français, pour les élections européennes et même après, leur faire prendre les vessies de la politique austéritaire pour les lanternes d'une politique de lutte contre le chômage qu'ils ont pourtant appelé de leurs vœux en votant, et même en ne votant pas, aux élections municipales.

La tête sur le billot

Ce gouvernement va donc chercher à nous faire croire qu'il est critique par rapport à l'Europe, voire qu'il serait peut-être même eurosceptique. Balivernes ! La vérité est que le Président est incapable de penser en termes d'un rapport de force. Nous le savons depuis l'élection de 2012. S'il avait voulu, comme il le prétendait à l'époque « renégocier » ce qui devint le TSCG, ce que l'on appelle le Pacte Budgétaire Européen ou le Traité sur la Stabilité, la Coopération et la Gouvernance, il aurait procédé à un référendum et se serait appuyé sur son résultat pour négocier. Mais, c'était prendre le risque d'une rupture européenne, ce dont il ne voulait, et ne veut encore, à aucun

prix. Il a donc su se présenter à Bruxelles en position de faiblesse, la tête sur le billot, et n'a obtenu qu'un ridicule codicille dont nous pouvons mesurer depuis 18 mois toute l'inanité. Bien entendu, il arrive que la France obtienne sur des points mineurs quelques satisfactions. Mais, elles sont rapidement vidées de leur sens par des mesures européennes ultérieures.

« On brise le cadre de la démocratie »

C'est là que gît le problème politique. Non pas tant dans le sens donné à la politique du pays, même si cette politique est suicidaire, même si la seule solution - et chaque jour des voix nouvelles le reconnaissent et la réclament - serait une sortie de l'Euro. Ce point a déjà été largement développé sur ce carnet, et dans un livre datant de 2012. Le point est essentiel, et une sortie de l'Euro est la condition nécessaire tant pour une relance immédiate de l'économie française que pour un changement d'orientation bien plus général, mais ce n'est pas ici celui qui nous occupe. Le problème politique vient de ce qu'un Président choisisse consciemment d'avancer masqué sur un point absolument essentiel de la politique du pays, et qu'il se soit trouvé 8 femmes et 8 hommes, dans ce gouvernement, pour être connivents de cette pratique.



Que François Hollande soit intimement persuadé que les mérites supposés et potentiels de l'Euro l'emportent sur ses inconvénients bien réels est son droit. Qu'il pense que pour sauver l'Euro il faut infliger à la France, et aux pays de l'Europe du Sud une dramatique austérité qui brise leur économie et qui condamne des millions de personnes au chômage et à la misère est son droit. Qu'il pense qu'une structure technocratique, la Commission européenne, est plus à même de décider des orientations économiques que le Parlement français est son droit. Mais, son honneur d'homme politique voudrait qu'il défende ses orientations en pleine lumière. Au-delà de la question d'honneur personnel, il y a un principe intangible de la démocratie. Celle-ci suppose que, de manière récurrente, il soit procédé à des vérifications par l'intermédiaire d'un vote. Ce vote ne porte pas sur des personnes, mais sur des politiques, même si ces dernières s'incarnent, bien entendu, dans des femmes et des hommes, à la condition qu'ils prennent et assument leurs responsabilités. Or, rien de tout cela n'est mis en place. Avec un gouvernement-leurre, on cherche sciemment à tromper les Français, et ce faisant on brise le cadre même de la démocratie.

« Désordre civil et insurrection »

Tel est le reproche que l'on doit faire au Président de la République, et à son Premier Ministre. Qu'ils ne soient, ni l'un ni l'autre des hommes de gauche n'est pas en question. Ils ont tout à fait le droit d'avoir leur conviction et leurs opinions ; ils ont même en réalité le devoir de les défendre si l'on pense que la démocratie est, justement, une bataille de convictions. Mais, ce dont ils n'ont pas le droit, c'est de tromper le peuple souverain, c'est de se réfugier dans ces formules profondément anti-démocratiques de « pédagogie » et de « déficit d'explication » pour outrepasser leurs échecs électoraux. Ils auront beau se lamenter sur l'abstention et la crise de la démocratie, ils en sont à la source, ils en sont l'origine même. C'est par leur pratique haïssable de la politique qu'ils détruisent pierre à pierre l'édifice qui s'est construit depuis 1789 et qui fut, de multiples fois, refondé, la dernière étant par la Résistance et lors de la libération du territoire en 1944, il y aura cette année soixante-dix ans.

Ils attirent sur leur tête, et sur les nôtres par voie de conséquence, la foudre du désordre civil et de l'insurrection. Qu'ils cessent de s'étonner du climat de guerre civile froide qui règne aujourd'hui en France : ils en sont la cause. L'alliance d'une crise de légitimité et de pratiques manipulatrices à grande échelle, combinées à des injustices sociales criantes, est le chemin le plus court et le plus sûr vers des révoltes de grande ampleur, et à terme vers une révolution. Il nous reste peu de temps pour tenter d'éviter les désordres qui immanquablement accompagneront une telle issue. Il faudra pour cela sanctionner à nouveau, et avec toute la force et la détermination possible, ce gouvernement lors des élections européennes du 25 mai prochain.

Par Jacques Sapir

Le 3 avril 2014, sur <http://russeurope.hypotheses.org/>